

seuse reception le 26 Octobre 1891

Légation de Suisse Paris, (4, rue Cambon) le 23 octobre 1891

en France. fol. 35 (Prière de rappeler le numéro ci-coulre)

26

N^o 49 - La circulation

26 291

Monsieur le Conseiller fédéral

Voici la suite des renseignements recueillis sur la situation générale dans nos tournés de visites de rentrée :

L'ambassadeur d'Autriche - Hongrie se montre après réserve dans les appréciations; il ne voit pas qu'il ait été signé un arrangement entre la France & la Russie pouvant constituer la contre partie de la triple alliance; il ne voit pas qu'il y ait ni à Paris, ni à Pétersbourg, de projets de guerre immédiate ni même à un an d'échéance; il n'a trouvé, chez M. Carnot, chez M. de Freycinet, chez M. Ribot, que des assurances pacifiques; son attaché militaire ne lui signale rien d'exceptionnel. Le Comte Kalnoky, de son côté, ne juge pas la situation alarmante; on a néanmoins augmenté le budget militaire pour porter à un chiffre plus élevé le chiffre de présence effective par campagne dans la monarchie austro-hongroise, mais on a cru pouvoir renouer

Monsieur
Monsieur Droz, Conseiller fédéral
chef du Département des affaires étrangères
Berne



à Vienne à un certain nombre de dépenses militaires exceptionnelles et
 donner ainsi le pas à l'équilibre budgétaire. — Le Lt Hoyer n'a pas
 encore eu l'occasion de voir, en dehors des cercles gouvernementaux et
 ceux qu'il soit rentré à Paris il y a plus d'un mois, un nombre suffisant
 de Français non-officiels pour se rendre compte des effets de l'entrevue
 de Croustadt sur l'esprit public.

—
 Parlons maintenant aux Français :

Mi Ribot, auquel je disais en riant qu'il avait transformé
 l'Europe pendant les vacances, m'a répondu, comme le 5 août au
 moment où le contre-amiral Jervais était à Croustadt, par un geste qui
 voulait dire : "On voit des Montagnes là où il n'y a pas grand chose."
 Comme j'insistais doucement, en disant que nous avions entendu l'écho
 des inquiétudes que la situation nouvelle avait provoquée en Allemagne par
 exemple, Mi Ribot a répondu : "Oui, ils ont été très inquiets." J'ai
 répliqué : "Cela a engagé nos cercles militaires à prendre quelques mesures
 exceptionnelles; en raison de la transformation de notre armement, nous avons
 dû, pour ne pas être surpris, augmenter les approvisionnements de cartouches

„ avec le poudre sans fumée destinée à notre ancien fusil; nous assisterons
 „ aussi sur plusieurs points nos travaux de fortification dans certains passages
 „ des Alpes intéressant les relations franco-italiennes. Je ne puis pas que nous
 „ ayons tort? ” — M. Ribot a eu l'air embarrassé de cette demi-questions.
 Comme il m'a toujours dit la vérité depuis quinze ans que j'ai l'honneur d'être
 en relations avec lui, je dois constater qu'il ne m'a pas dit carrément: Il n'y
 a rien à craindre; vous n'avez aucun motif de vous préoccuper; nous sommes à la
 paix pour longtemps ou autres propos analogues. Il a été beaucoup plus réservé;
 il a gardé après longtemps le silence, cherchant une réponse, & a fini par
 dire: "Je ne crois pas la paix menacée actuellement." Et comme je recommençais
 en exposant que les approvisionnements sont chers en ce temps de famine &
 qu'il peut y avoir des pertes sérieuses lors des reverses, M. Ribot a repris: "Je
 „ pense que nous sommes à la paix, à moins d'événements imprévus." M.
 Ribot avait, je le répète, plutôt l'air embarrassé & j'aurais désiré le voir plus
 explicite & moins diplomate.

M. Floquet, Président de la Chambre des Députés, m'a paru très
 épanoui; il se félicitait chaleureusement de la "situation nouvelle" reconnue à
 la France par tout le monde, estimant qu'en Allemagne on n'avait plus le vent

dans les voiles; que le mot de cril Empereur, celle de M^r de Moltke &
 l'opposition de M^r de Bismarck plus avantageuse à la France que le
 mot du Chancelier, comme aussi les brusques changements de
 direction dus à l'humeur de l'Empereur Guillaume II & qui n'ont
 pas de nature à imposer la confiance à son autocrate, permettent
 de considérer le moment psychologique comme s'approchant".
 — Vous savez que M^r Floquet est allié, par sa femme M^{lle} Kestner,
 au parti alsacien militant, & qu'il n'a guère d'influence sur
 les actes du Cabinet actuel.

Un autre alsacien, M^r Sansboeuf, jadis membre du bureau de
 la Ligue des Patriotes dont il s'est séparé avec éclat lorsqu'elle s'est
 mise, par M^r Leroullet, sous l'influence du Général Borlonger,
 et qui a été président central de la Société française de gymnastique,
 disait ce matin que, quoique citoyen paisible & modeste architecte, il
 estimait le moment venu d'en finir. Qui sait combien de temps
 l'Empereur de Prusse sera bien disposé? La France ne peut pas
 supporter bien longtemps le service de Trois ans pour tous les citoyens sans
 exception; on ne veut plus faire des employés de Commerce à 17 ans pour

de départir d'un à 20 ans & les reprendre à 24 ans lorsqu'ils ne savent plus rien; on prend partout des étrangers. Le recrutement de tous les professions sauf l'agriculture en souffre. — Il faut la guerre pendant que la génération de 1870, celle qui a vu l'invasion & a connu le Ruffin, est encore là. — Ici encore, et plus encore que chez M. Floquet, nous sommes en présence de l'élément revanche, tempéré par l'influence de M. Ferry, lié avec M. Sansonnet.

L'excellent M. de Royer, Président du Sénat, dont j'ai eu la visite hier soir, est beaucoup plus d'approche de la terre ferme & n'a aucune inclination pour les revendications idéales. Selon M. de Royer, il y a beaucoup, énormément de "mousse" française dans tout ce qui se passe, mais c'est seulement de la mousse. M. de Royer s'est plaint d'avoir dû subir cela, dans 25 départements, les discours de Maires démentis & les accents de l'hymne ruffin; il ajoute: "C'est grotesque & c'est extrêmement triste de voir cet emballement. Les gens se sont monté la tête sans savoir de quoi et pour quoi. — Les cupis, la vérité vraie est qu'il n'y a rien entre la Russie & nous que des sympathies. Combien de temps dureront-elles? que valent-elles?"

" La Russie, sachez le bien, ne s'est pas liée les mains vis-à-vis de
 " nous; elle est complètement libre, & à son point de vue elle a
 " raison, car le jour où elle voudra faire la guerre aux allemands,
 " elle nous aura. — Il pourra y avoir d'après vives discussions dans
 " le pays lorsqu'il finira par apprendre la vérité, c'est à dire l'abandon
 " d'alliance franco-russe. — M^r Carnot de lui-même un peu entraîné
 " sur la pente de la flatterie, car j'ai reçu autrefois la confiance de
 " M^r Grévy & je puis vous assurer que, beaucoup plus discrètement,
 " avec beaucoup moins de tapage, mais avec tout autant de précision
 " qu'aujourd'hui, notre intimité avec la Russie n'était pas alors
 " beaucoup moins faible qu'à l'heure actuelle. — on a provoqué de la
 " sorte, sans s'en chercher à la retirer quelques jours après, une agitation
 " factice dans un pays qui, n'en ayant pas, repousse l'idée d'une
 " guerre d'agression; la France n'est pas disposée à attaquer l'Allemagne;
 " le peuple français peut avoir des bouffées de gloire, restes des
 " temps césariens, mais la grande masse de Français, parfaitement
 " résolue à faire une défense qui serait cette fois tout autre qu'en 1870,
 " est absolument réfractaire à une guerre d'agression. — Vous ne trouverez
 " pas dix personnes d'une autre opinion dans le Sénat."

Il m'a paru intéressant de sander (une fois n'est pas coutume) l'Église; le nouveau nonce, Mgr Ferrata, pour la première fois depuis la rupture de nos relations avec le St Siège en 1874, était venu, le premier, me faire une visite lors de son installation à Paris au commencement d'août; je n'étais exacté alors de ne pouvoir le lui rendre, vu mon départ imminent pour la Suisse; j'e lui ai rendu cette visite hier & il en a paru enchanté, m'a demandé la permission de continuer ces relations & m'a chargé, avec une abondance toute épiscopale, de ses compliments pour vous & surtout aussi pour M. Buchonnet, dont il a appris avec beaucoup de peine l'état de santé — Mgr Ferrata me dit que, resté tout d'été à Paris, il a vu des hommes & des ecclésiastiques de toutes les parties de la France, & que toutes ses informations impliquent, chez l'immense majorité des Français, en dehors du clan alsacien proprement dit, le désir le plus vif du maintien de la paix; le service de trois ans a encore renforcé ses sentiments pacifiques en atteignant directement les milieux accoutumés jusqu'ici à envisager les prussiens se battre pour eux. Le danger ne pourrait venir que du parti radical s'il revenait au pouvoir & voulait faire de la République pour l'exportation" à l'instar de la première République;

or ce parti n'a pour le moment pas de chances de revenir à la
 tête des affaires précisément parce qu'il ferait perdre du coup à la
 France les sympathies de l'Empereur de Russie qui pouvait être
 resté d'humeur pacifique & dont l'intimité avec Paris semble devoir être
 interprétée comme un élément d'apaisement; la Russie n'a aucun
 intérêt à commencer une guerre pour le plaisir de faire rendre l'Alsace-
 Lorraine à la France; elle a d'autres buts à poursuivre; elle se terrira
 peut-être de la France pour les atteindre, mais elle ne semble pas être
 prête à risquer actuellement ni même d'après long temps une grande
 guerre; elle s'ajoute en ce moment à Constantinople pour obtenir la
 neutralité de la Turquie, ce qui est le vœu du Sultan, mais si Constantinople
 reste son objectif, comment croire qu'en fin de compte le Sultan & l'Angleterre,
 sans compter l'Italie, pourraient accepter cette neutralité? Le peuple français
 actuel n'est plus susceptible de partir en guerre pour une guerre de Crimée
 "retournée" & ne peut plus être enflammé que pour une lutte défensive.

En me réservant de continuer cette revue, je Very respectfully
 Monsieur le Conseiller, & assurez-moi de ma haute considération.

Confie à M^r Turrettini
 Lt Colonel d'artillerie à Genève.

Hardy